Nations Unies CRC/SP/44

Convention relative aux droits de l'enfant

Distr. générale
19 novembre 2012
Français
Original: anglais/espagnol/français

Comité des droits de l'enfant
Quatorzième réunion
New York, 18 décembre 2012
Point 5 de l'ordre du jour provisoire
Élection de neuf membres du Comité des droits de l'enfant conformément à l'article 43 de la Convention relative aux droits de l'enfant tel que modifié (voir la résolution 50/155 de l'Assemblée générale)

Élection de neuf membres du Comité des droits de l'enfant en remplacement de ceux dont le mandat vient à expiration le 28 février 2013

Note du Secrétaire général*

1. Conformément à l'article 43 de la Convention relative aux droits de l'enfant, la quatorzième Réunion des États parties à la Convention se tiendra, à l'invitation du Secrétaire général, au Siège de l'Organisation des Nations Unies le mardi 18 décembre 2012 afin d'élire neuf membres du Comité des droits de l'enfant à choisir sur la liste des personnes désignées par les États parties pour remplacer celles dont le mandat vient à expiration le 28 février 2013 (voir annexe I). On trouvera à l'annexe II le nom des neuf autres membres qui continueront à siéger au Comité jusqu'au 28 février 2015.

2. Comme le prévoit la procédure spécifiée au paragraphe 4 de l'article 43 de la Convention, le Secrétaire général a adressé le 6 juillet 2012 une note verbale aux États parties, les invitant à lui communiquer, dans un délai de deux mois, le nom des candidats désignés par eux. On trouvera dans le présent document toutes les notices biographiques qui ont été communiquées avant le 6 septembre 2012.

3. Le Secrétaire général a l'honneur de présenter ci-après conformément aux dispositions du paragraphe 4 de l'article 43 de la Convention, la liste, dans l'ordre alphabétique, des personnes désignées pour siéger au Comité des droits de l'enfant, dans laquelle sont aussi indiqués les États parties dont émanent les candidatures. Les notices biographiques des personnes désignées, fournies par les États parties concernés, figurent à l'annexe III au présent document.

* L'appendice est reproduit tel qu'il a été reçu, dans la langue originale seulement.

Merci de recycler

Nom des candidats	*État partie dont la candidature émane*
M^me^ Suzanne Aho **Assouma**	Togo
M^me^ Amal **Aldoseri**	Bahreïn
M^me^ Fareeda Abdulla **Al Obaidly**	Qatar
M^me^ Sara de Jesús Oviedo **Fierro**	Équateur
M. Peter **Guran**	Slovaquie
M^me^ Olga A. **Khazova**	Fédération de Russie
M. Benyam Dawit **Mezmur**	Éthiopie
M^me^ Yasmeen Muhamad **Shariff**	Malaisie
M. Wanderlino Nogueira **Neto**	Brésil
M^me^ Maria Rita **Parsi**	Italie
M. Awich **Pollar**	Ouganda
M. Edward Bandawe **Twea**	Malawi
M^me^ Kamla Devi **Varmah**	Maurice
M^me^ Renate **Winter**	Autriche
M^me^ Hariguietta **Congo/Zongo**	Burkina Faso

Annexes

Annexe I

Membres du Comité des droits de l'enfant dont le mandat vient à expiration le 28 février 2013

Nom des membres	*Pays dont le membre est ressortissant*
M^me^ Hadeel **Al-Asmar**	République arabe syrienne
M. Peter **Guran**	Slovaquie
M. Sanphasit **Koompraphant**	Thaïlande
M^me^ Yanghee **Lee**	République de Corée
M^me^ Marta Maurás **Pérez**	Chili
M^me^ Pilar **Nores**	Pérou
M. Awich **Pollar**	Ouganda
M^me^ Kamla Devi **Varmah**	Maurice
M. Jean **Zermatten**	Suisse

Annexe II

Membres du Comité des droits de l'enfant dont le mandat vient à expiration le 28 février 2015

Nom des membres	*Pays dont le membre est ressortissant*
M^me^ Agnes Akosua **Aidoo**	Ghana
M^me^ Aseil **Al-Shehail**	Arabie saoudite
M. Jorge Cardona **Llorens**	Espagne
M. Bernard **Gastaud**	Monaco
M^me^ Maria **Herczog**	Hongrie
M. Hatem **Kotrane**	Tunisie
M. Gehad **Madi**	Égypte
M^me^ Kirsten **Sandberg**	Norvège
M^me^ Hiranthi **Wijemanne**	Sri Lanka

Annexe III

Notice biographique des candidats

Suzanne Aho Assouma (Togo)

Date et lieu de naissance: 12 août 1952 à Saigon (Viet Nam)

Langues de travail: Français, anglais

Situation/fonction actuelle: Maire adjointe de la ville de Lomé

Principales activités professionnelles

Chargée des questions concernant les femmes et les enfants; établissement des actes de naissance et autres actes d'état civil; coopération-jumelage; contentieux; mariages, campagnes de sensibilisation relatives aux droits de l'enfant (enfants perdus, abandonnés, en conflit avec la loi, orphelins du VIH/sida, maltraités et exploités). Actuellement tous les cas concernant les enfants sont dirigés vers moi. Je suis également chargée des activités socioculturelles de la brigade pour mineurs.

Causeries-débats sur les droits de l'enfant dans les établissements scolaires. J'apporte également assistance aux mères dont les enfants ont été abandonnés par leur père par des actions en justice auprès du juge pour enfants. Nous menons aussi des activités associatives. C'est ainsi que nous avons créé le Comité pour la scolarisation de la jeune fille qui prend en charge également les filles internées dans les couvents vaudou.

Études

Obtention du diplôme des assistants sociaux à Abidjan en Côte d'Ivoire, après des études primaires au Bénin et à Paris, et secondaires au Bénin, au Togo et en Corrèze (France) et titulaire du baccalauréat A4.

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel auquel postule le candidat

Engagée, depuis plus de trente ans, dans la lutte pour la promotion et la protection des droits des enfants abandonnés. 1979: Fonctionnaire à la Division de protection et de promotion de la jeunesse à la Direction générale des affaires sociales du Togo. Je crée le Service social près le Tribunal de Lomé et en assure la responsabilité pendant quinze ans.

1993: Directrice de la Protection et de la promotion de la famille et de l'enfance au Ministère des affaires sociales. Face à l'absence de code des mineurs, à la dissémination des textes existants et à leur méconnaissance par les acteurs, j'entreprends un travail de recherche et de regroupement de ces textes dans un volume intitulé «De la protection des enfants mineurs dans la législation togolaise». Mon approche inclusive de la protection des enfants prend en compte les familles en détresse, sans oublier le cas particulier des familles de réfugiés et la prise en compte des personnes du troisième âge. Membre du Comité des experts des droits de l'enfant de l'Union africaine.

1997: J'ai présenté le rapport initial du Togo sur les droits de l'enfant au Comité des droits de l'enfant à Genève.

Liste des publications les plus récentes du candidat dans ce domaine

Auteur de plusieurs écrits, recueils et documentaires.

Notamment:

- De la protection des enfants mineurs dans la législation togolaise;
- Le calvaire des petites bonnes au Togo;
- La Convention relative aux droits de l'enfant racontée aux enfants par les enfants;
- «Aguegue» ou «l'Aventure» (trafic des enfants);
- Film documentaire sur le système Trokossi (servitude de la jeune fille dans les couvents fétichistes).

Amal Salman Aldoseri (Bahreïn)

Date et lieu de naissance: 22 décembre 1959, Manama (Bahreïn)

Langues de travail: Arabe et anglais courants, bonne connaissance du français et premier certificat d'allemand

Situation/fonctions actuelles

Conseillère du Président, Organisation générale de la jeunesse et des sports. Chargée de la planification stratégique dans tous les domaines, notamment les droits de l'homme et la participation citoyenne, pour les jeunes vivant à Bahreïn.

Membre active du Comité national pour l'enfance, chef de l'équipe chargée d'élaborer la première Stratégie nationale et le plan d'action pour l'enfance.

Principales activités professionnelles

- A dirigé une équipe de professionnels chargée d'élaborer la loi relative à l'enfance, conformément à la Convention relative aux droits de l'enfant, qui est entrée en vigueur en août 2012
- Directrice de la Stratégie nationale pour la jeunesse (2005-2009) et de sa première mise à jour pour la période 2011-2015, en ce qui concerne notamment la participation et les droits des jeunes
- Directrice de la Stratégie nationale et du plan d'action pour l'enfance à Bahreïn (2012-2016)
- Directrice des rapports d'analyse de situation pour 2003 et 2011, mettant l'accent sur les problèmes auxquels doivent faire face les enfants dans tous les domaines, en particulier les vides juridiques dans la législation bahreïnite
- Chef du projet MICS (enquête en grappe à indicateur multiple), en coordination avec l'UNICEF
- Contribution à l'élaboration du rapport initial et des deuxième et troisième rapports de Bahreïn au titre de la Convention relative aux droits de l'enfant et membre de la délégation qui a présenté ces rapports à Genève
- A participé et fait des conférences à divers ateliers sur la Convention relative aux droits de l'enfant, les femmes et les jeunes

Études

- Licence, double majeure en littérature anglaise et traduction, Université de Koweït, 1979
- Diplôme de troisième cycle en éducation, Université de Bahreïn, 1987
- Maîtrise en éducation, Université de Sheffield (Royaume-Uni), 1995
- Cours d'«Innovation dans la gouvernance», School of Government, Université Harvard, 2005

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel auquel postule le candidat

- A engagé le dialogue avec le Ministère de l'éducation et fait pression pour intégrer la Convention relative aux droits de l'enfant dans les programmes scolaires

- Fondatrice et gestionnaire du Parlement des jeunes de Bahreïn (groupe d'âge 14-19 ans)
- Fondatrice de Youth PEER Education-Bahreïn (éducation des jeunes par leurs pairs), première et seule initiative de ce type dans la région, en coordination avec le FNUAP, en vue d'apporter un enseignement et une formation aux formateurs de jeunes dans le domaine de la santé sexuelle et génésique
- Formatrice reconnue dans le domaine du renforcement des capacités et du développement des jeunes, des enfants et des femmes (PNUD, UNICEF, FNUAP, Ligue des États arabes)
- Organisatrice principale du Festival arabe de l'enfant
- Fondatrice et présidente du Concours de nouvelles pour enfants visant à encourager les écrivains et les nouveaux jeunes écrivains à produire des livres pour enfants
- Organisatrice principale du premier Festival de théâtre pour les enfants
- Vice-Présidente du Conseil international sur la politique nationale de la jeunesse (ICNYP), Vienne
- Membre du Conseil d'administration de la World Leisure Organization (WLO), États-Unis d'Amérique
- Membre de la Société bahreïnite à but non lucratif pour le développement de l'enfant et membre du Centre sultan Ben Abdulaziz pour la parole et l'ouïe, qui aide les enfants souffrant de déficience auditive

Liste des publications les plus récentes du candidat dans ce domaine

- «Child and Law in Bahrain», 2003
- «Children's Books in Public Libraries», enquête, 2003
- «Children's Programmes in G. C. C. Television Channels», enquête, 2002

Fareeda Abdulla Al Obaidly (Qatar)

Date et lieu de naissance: 1956, Doha (Qatar)

Langues de travail: Arabe, anglais

Situation/fonction actuelle: Directrice générale de la Fondation qatarie pour la protection des enfants et des femmes

Principales activités professionnelles

- Superviser et assurer le suivi de tous les cas traités par la Fondation concernant des enfants et des femmes et s'assurer que chaque cas est traité de façon appropriée
- Diriger les études et recherches nécessaires en rapport avec la protection des enfants et des femmes
- Représenter la Fondation dans des conférences, colloques et réunions en rapport avec la protection des enfants et des femmes, afin de sensibiliser aux droits des enfants et des femmes dans la société
- Proposer la formation de comités et d'équipes de travail spécialisées et en prendre l'initiative à l'issue de l'étude de cas, en vue de protéger les enfants et les femmes
- Examiner la législation existante afin d'assurer sa conformité avec les mandats constitutionnels, les politiques nationales et les normes internationales, surveiller la mise en œuvre complète, appropriée et effective des lois incriminant la violence contre les femmes et les enfants et protégeant les victimes de violence, d'exploitation et de maltraitance
- Sensibiliser le public et mener des actions de proximité sur les dangers de la violence familiale et sociale à travers différents types de médias en vue d'instaurer une société du partage
- Formation et renforcement des capacités des agents publics et des acteurs non gouvernementaux, notamment les policiers, les prestataires de soins de santé et les travailleurs sociaux, en ce qui concerne la manière d'interroger les groupes cibles et d'échanger et de collaborer avec eux
- Publication de lignes directrices et de brochures sur diverses questions liées aux droits des femmes et des enfants, en particulier leurs droits conformément au droit international, les causes de la violence contre les femmes et les enfants et les réponses à y apporter, les populations vulnérables, les meilleures pratiques et les modèles comparatifs
- Mise en place d'un service anonyme d'aide aux victimes de violence regroupant différents services, notamment des services juridiques, des services psychologiques, des services de conseil et des services de traitement, de réadaptation et de réinsertion
- Coordination avec les autorités locales, les agences gouvernementales et les organisations internationales qui s'occupent des droits de l'homme en vue de mettre en place des programmes de formation et des projets communs et d'échanger des informations dans le but commun de créer une société plus sûre pour les femmes et les enfants

Études

- Maîtrise en éducation – Université Georges Mayson − États-Unis d'Amérique, 1996

- Licence d'histoire −faculté de lettres – Université arabe de Beyrouth, 1976.

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel auquel postule le candidat

- Membre du Comité qatari chargé d'élaborer le rapport sur l'application de la Convention relative aux droits de l'enfant, 2012
- Membre du Comité national qatari chargé d'élaborer et de présenter le rapport du Qatar au Comité des droits de l'homme à Genève, février 2010
- Membre du Comité national qatari chargé d'élaborer un rapport sur l'application de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, Conseil suprême aux affaires familiales, 2009
- Membre d'un comité chargé de discuter du rapport initial présenté par le Qatar à Genève en vertu de l'article 44 de la Convention relative aux droits de l'enfant, 2009
- Membre du Comité contre la violence − Conseil suprême aux affaires familiales, 2007
- Membre d'un comité sur l'implication d'enfants dans les conflits armés, Ministère des affaires étrangères, 2007
- Membre de la délégation du Qatar chargée de discuter du Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, Genève, 2006
- Membre du comité chargé d'élaborer les réponses du Qatar aux observations finales du Comité des droits de l'enfant examinées à la quarante-deuxième session du Comité, Genève, 2006
- Membre du Comité sur les parents qui enfreignent la loi en empêchant leurs enfants d'accéder à l'enseignement et sur les moyens d'éviter les incidences négatives de ce comportement sur la société
- Membre d'une équipe chargée d'élaborer la stratégie de protection sociale, Ministère des affaires sociales

Liste des publications les plus récentes du candidat dans ce domaine

Publie régulièrement dans la presse locale des articles portant sur les droits de l'enfant et des femmes.

Sara de Jesús Oviedo Fierro (Équateur)

Date et lieu de naissance: 28 juillet 1952, Chambo-Chimborazo (Équateur)

Langue de travail: Anglais

Situation/fonctions actuelles

- Secrétaire exécutive du Conseil national de l'enfance et de l'adolescence
- Représentante de l'Équateur auprès de l'Institut interaméricain de l'enfance et de l'adolescence

Principales activités professionnelles

- Contribution au Mouvement national autochtone
- Contribution au Mouvement national des femmes
- Organisation et renforcement des services de développement de l'enfant en Équateur
- Élaboration du Système national décentralisé de protection intégrale de l'enfance et de l'adolescence
- Contribution au renforcement de l'Institut interaméricain de l'enfance et de l'adolescence
- Participation à des réunions nationales et internationales visant à renforcer le système national de protection de l'enfance

Études

Études universitaires		Université centrale d'Équateur Licence en sociologie et sciences politiques Doctorat en sociologie et sciences politiques
Études postuniversitaires	1990	Cours de conception, d'évaluation et de gestion des projets sociaux coorganisé par le CONADE, l'UNICEF, le PNUD, l'UNESCO et l'ILPES
	1994	Cours postuniversitaire sur les politiques économiques et les politiques sociales coorganisé par l'ILDIS, l'UNICEF et l'Université catholique
	2002	Cours sur le cadre logique et son système d'évaluation
	2012	Cours supérieur de formation continue sur les jeunes et la société en Amérique latine − faculté latino-américaine de sciences sociales

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel auquel postule le candidat

- Programmes communautaires pour les enfants (MBS-UNICEF), Coordonnatrice générale, juillet 1984-avril 1986
- Programme de développement de l'enfant de l'INNFA, Coordonnatrice technique nationale, janvier 1989-avril 1991
- Programme de développement de l'enfant de l'INNFA (couvrant 120 000 enfants), Coordonnatrice technique nationale, 1989-1991

- Programme national d'éducation préscolaire alternative, conseillère
- Programme «Nos enfants», consultante, janvier à décembre 2002
- Opération de sauvetage d'enfants, consultante, avril à décembre 2003
- Renforcement institutionnel du Conseil national de l'enfance et de l'adolescence dont le budget et les statuts ont été approuvés en sa capacité d'organe directeur de la politique publique
- Consolidation de l'Autorité centrale de l'Équateur pour la mise en œuvre des instruments internationaux
- Création de liens avec d'autres organismes du Système national de protection intégrale de l'enfance et de l'adolescence: Conseil national de la magistrature, Direction nationale des services de police chargés de l'enfance, Défenseur public, Ministère public équatorien

Liste des publications les plus récentes du candidat dans ce domaine

- Article intitulé «Los grandes aprendizajes y retos del movimiento de defensa de los derechos humanos de la niñez y adolescencia en el Ecuador 1990-2008 (1990-2008)» dans l'ouvrage *Derechos y garantías de la niñez y adolescencia: Hacia la consolidación de la doctrina de protección integral*
- Derechos Humanos de Niñez y Adolescencia para Docentes. Experiencia en Pichincha (Équateur)
- Código de la Niñez y Adolescencia
- Manual operativo de las unidades móviles, de capacitación, procedimientos, asistencia técnica, administración de fondos, cuaderno de trabajo de salud y nutrición, cuaderno de trabajo aprendamos jugando, proyectos estudiantiles, programa nacional de educación preescolar

Peter Guran (Slovaquie)

Date et lieu de naissance: 11 mai 1957

Nationalité: Slovaque

Connaissances linguistiques: Anglais, italien, allemand, russe

Études

1976-1980	Université Comenius, Bratislava − mastère en sociologie
1981-1983	Université Comenius, Département de sociologie, Bratislava − doctorat (docteur en philosophie)
2002-2009	Université Comenius, Département de politologie, Bratislava – doctorat

Expérience professionnelle

1983-1989	Institut de philosophie et de sociologie de l'Académie slovaque des sciences à Bratislava
	Membre d'une équipe de recherche sur la politique de la famille (questions de politique familiale: vie de famille, problèmes familiaux, divorces, différences sociales et régionales, familles traditionnelles et familles modernes en relation avec la structure sociale, régions)
1990-1994	Institut de sociologie de l'Académie slovaque des sciences à Bratislava
	Directeur adjoint (recherches sur la structure de la famille, les enfants, les problèmes intergénérationnels dans une famille)
1994-1999	Centre international d'études sur la famille, Bratislava
	Directeur adjoint (coordination des travaux de recherche: projet de l'ONU «Possibilités de la famille et obstacles dans l'Europe contemporaine» − soutenu par Unité familiale, New York, politique familiale dans les pays en transition, femmes en politique)
1999-2005	Ministère slovaque du travail, des affaires sociales et de la famille, Bratislava
	Directeur général de la Division de la politique familiale (coordination des questions suivantes: la politique familiale de l'État, la protection des enfants, l'égalité des sexes, la lutte contre la discrimination)
2005-2011	Centre national slovaque pour les droits de l'homme Bratislava
	Chef du Département de suivi et de recherche (2005-2008)
	Chef du Département des relations internationales et des droits de l'enfant (depuis avril 2008). Coordination des activités de surveillance en matière de droits de l'homme, notamment les droits de l'enfant, recherches empiriques sur les droits de l'homme, défense des enfants, coordination de projets internationaux
Depuis 2008	Membre du Comité des droits de l'enfant − Organisation des Nations Unies, Genève

Médiateur familial, Centre de médiation Respekt, Bratislava

Membre des organes ci-après

1998-2004	Membre du Comité européen sur la population, Conseil de l'Europe, Strasbourg
2001-2006	Membre du Comité du Programme d'action communautaire de lutte contre la discrimination et Président du Groupe de travail chargé de la collecte des données sur la lutte contre la discrimination (2004-2006), Bruxelles
Depuis 2004	Membre associé du réseau ChildONEurope, Florence (Réseau européen des observatoires nationaux de l'enfance) − collaboration à la réalisation des études comparatives européennes intitulées «Enfants non accompagnés» et «La violence contre les enfants», membre de l'équipe chargée de réaliser l'étude intitulée «Services de postadoption», membre de l'équipe chargée de réaliser une étude comparative de l'UE sur les adoptions internationales
Depuis 2005	Observateur au sein du Réseau européen des médiateurs pour enfants (ENOC)
Depuis 2007	Membre du Forum pour les droits des enfants de la Commission européenne, Direction générale de la justice et des affaires intérieures
	Membre de «l'Europe de l'Enfance», Groupe permanent intergouvernemental créé dans le cadre de l'Union européenne
	Membre de la plate-forme européenne des personnes âgées (AGE), Vice-Président du Groupe d'experts sur la lutte contre la discrimination

Expérience dans des pays particuliers

2009-2011	Lituanie (Projet de l'UE) − prise en charge des enfants placés dans des institutions au moment où ils quittent l'institution et après
2008-2009	Italie – participation de l'enfant
2007-2010	Italie – adoptions internationales
2005-2006	Luxembourg – égalité des sexes
2004-2005	Luxembourg – égalité des sexes
1993-1998	Hongrie, Pologne, République tchèque − projet SOCO sur la vie de famille

Autre expérience professionnelle

Vice-Président du Comité de la jeunesse et de l'enfance (organe subsidiaire du Conseil du Gouvernement de la République slovaque pour les droits de l'homme, les minorités nationales et l'égalité).

Membre de groupes d'experts et de comités du Ministère du travail, des affaires sociales et de la famille de la République slovaque et du Parlement slovaque, spécialisé dans le domaine des droits de l'homme et des droits de l'enfant.

Collaboration à long terme avec l'UNICEF Slovaquie (coauteur de rapports, déclarations d'expert, participation active à des réunions et séminaires de l'UNICEF).

Membre de conseils d'administration d'ONG slovaques travaillant dans le domaine des droits de l'homme et des droits de l'enfant.

Coopération active avec l'Agenzia regionale per le adozioni internazionali (A.R.A.I.), Torino (Italie) – préparation et coordination de projets bilatéraux (tels que le projet de l'A.R.A.I. et de l'Université de travail social Sainte Elisabeth de Bratislava intitulé «L'intérêt supérieur de l'enfant dans les procédures judiciaires», 2012).

Principaux domaines de qualification

Droits de l'enfant, droits de l'homme, égalité des chances, politique de lutte contre la discrimination, recherches sur la famille, politique familiale, médiation familiale.

Publications

On trouvera à l'appendice la liste des publications du candidat.

Olga A. Khazova (Fédération de Russie)

Chargée de cours

Langues: Anglais (courant), russe (langue maternelle)

Études

Cornell Law School, Ithaca, États-Unis d'Amérique

Maîtrise en droit, 30 mai 2004

Institut d'administration et de droit, Académie russe des sciences, Moscou

Doctorat en droit, 1982

Académie publique de droit (Institut de droit de l'Union), Moscou

Diplôme de droit (équivalent J. D.), 1975

Expérience professionnelle

Spécialiste en droit russe de la famille et en droit comparé.

Institut d'administration et de droit, Académie russe des sciences (Znamenka Str. 10, 119991 Moscou), depuis 1983.

Chargée de cours, chargée de recherches principale: réalisation de projets de recherche en droit comparé de la famille, sur des questions relatives aux biens matrimoniaux, sur les droits de l'enfant et sur des questions juridiques dans le domaine de la procréation; rédaction d'ouvrages, de rapports analytiques et d'avis juridiques; commentaire et évaluation de projets de loi et de lois en vigueur; élaboration et enseignement d'un cours de droit de la famille; participation à la rédaction du nouveau Code russe de la famille (membre du Groupe de travail parlementaire de la Douma d'État de l'Assemblée fédérale de la Fédération de Russie, 1994-1995); membre du Groupe de travail du Ministère de la santé et du développement social de la Fédération de Russie sur les actes juridiques relatifs à la procréation assistée (2004-2005).

Projet conjoint de coopération de l'UE et de la Fédération de Russie (TACIS) «Application des Conventions de La Haye sur la protection des droits de l'enfant dans la Fédération de Russie» − Experte principale, depuis 2011.

Comité de la Douma d'État de l'Assemblée fédérale de la Fédération de Russie sur les questions relatives aux femmes, à la famille et à la jeunesse − membre de la Commission d'experts, depuis mai 2008.

Conseil méthodologique du Ministère de la justice de la Fédération de Russie - membre du Conseil, depuis février 2010.

Université de Vienne, faculté de droit – chargée du cours intitulé «Introduction au droit russe» en mars 2009.

Service des réformes législatives (Direction Générale des droits de l'homme et des affaires juridiques), Conseil de l'Europe (CJ-S-CH) − membre du Groupe de spécialistes sur une justice adaptée aux enfants, depuis 2009 (travail en cours).

Élaboration d'un projet de lignes directrices européennes sur une justice adaptée aux enfants.

Comité d'experts sur le droit de la famille, CJ-FA-GT1 (Direction générale des droits de l'homme et des affaires juridiques), Conseil de l'Europe – membre du Groupe de travail sur les personnes disparues, 2007-2009.

Élaboration du projet de recommandation sur les principes concernant les personnes disparues et la présomption de décès et son exposé des motifs.

Initiative de l'American Bar Association sur le droit de l'Europe centrale et orientale (ABA CEELI), Bureau de Moscou, septembre 2004-juin 2005.

Avocat du personnel: recherches juridiques; planification et conception d'ateliers; élaboration et édition de matériel et de manuels de formation; suivi des faits nouveaux juridiques dans des domaines particuliers; participation à des conférences en qualité d'experte et de modératrice.

École des sciences économiques et sociales, faculté de droit, Moscou (programmes validés par l'**Université de Manchester**, Grande-Bretagne), **1999-2002**.

Maître de conférences en droit (équivalent): élaboration et enseignement à des étudiants de maîtrise d'un cours d'un semestre sur le **droit comparé de la famille**

Nouvelle Université humanitaire, faculté de droit, Moscou; **Institut national de commerce, faculté de droit**, Moscou, 1995-1996.

Maître de conférences en droit (équivalent): élaboration et enseignement d'un cours sur le droit international privé.

Consultante/conseillère juridique indépendante, depuis 1996.

Consultations et avis juridiques en matière matrimoniale et familiale et sur des questions juridiques relatives à la procréation pour des organismes gouvernementaux et non gouvernementaux, des tribunaux russes et étrangers, des cabinets d'avocats et des clients privés. En particulier, l'année dernière, j'ai fourni des avis juridiques/opinions d'expert dans une affaire pendante devant la Haute Cour de Londres (procédure de divorce en Russie) et sur des questions d'adoption et de gestation pour autrui pour deux ambassades (pays occidentaux) à Moscou. J'ai également pris la parole lors de la Réunion consulaire des ambassades européennes à Moscou (ambassade de la République tchèque, avril 2009) sur les enlèvements transfrontaliers d'enfants/différends en matière de garde d'enfants.

Autres activités professionnelles

Consultante et coauteur pour la Fondation des avocats pour les droits et libertés constitutionnels (JURIX), participation à un projet sur la protection de la personne contre la discrimination: élaboration d'une partie d'un cours sur l'égalité des sexes et les questions d'égalité des sexes; élaboration et édition de matériel de formation et d'un manuel pour un cours sur la discrimination; rédaction d'un chapitre d'introduction à une partie du manuel.

Consultante/conseillère pour le Russian-American Rule of Law Consortium (RAROLC), participation à des conférences du RAROLC sur la justice pour mineurs, la protection des enfants et la violence dans la famille à Boston (États-Unis d'Amérique) (avril 2005) et Pskov (Russie) (mai 2005).

Participation en qualité d'experte aux réunions du Groupe d'experts scientifiques sur la responsabilité médicale (CJ-S-MED) du Comité européen de coopération juridique du Conseil de l'Europe (juin 2006) et du Comité directeur pour la bioéthique (CDBI-CO-GT3) du Conseil de l'Europe (Strasbourg), 2000.

Consultante/conseillère pour le CEDPA/Projet de politique générale (USAID), conseils sur des questions relatives à la santé génésique/droits génésiques et formation en analyse des politiques et de la législation pour des réseaux régionaux russes, Moscou, 2002-2004.

Consultante et coauteur pour l'Institut de droit et de politique publique, participation à un projet sur l'analyse des normes du Conseil de l'Europe dans le domaine des droits de l'homme au regard de la Constitution de la Fédération de Russie: analyse des décisions de la Cour européenne des droits de l'homme et des conventions européennes et autres textes juridiques concernant le mariage et la vie de famille; rédaction des parties de l'ouvrage consacrées à la vie de famille et aux questions relatives aux enfants, Moscou, 2001-2002.

Consultante/conseillère pour le Comité de la Douma d'État de l'Assemblée fédérale de la Fédération de Russie sur les questions relatives aux femmes, à la famille et à la jeunesse, fourniture d'opinions d'expert sur des questions de droit de la famille, des problèmes d'égalité des sexes, des questions relatives aux droits génésiques et des questions juridiques dans le domaine de la procréation, Moscou, 1996-2006.

A reçu une bourse de recherche pour travailler sur un projet concernant le cadre juridique de la gestation pour autrui à l'École de droit de l'Université de Quinnipiac, Hamden (États-Unis d'Amérique), 1998-1999. Chercheuse invitée à la British Academy en 1993 et à la London School of Economics and Political Sciences, 1999, Londres. A reçu deux bourses de recherche de la Fondation Soros Open Society Institute (sur le règlement extrajudiciaire des confits d'ordre familial et les questions juridiques dans le domaine de la procréation). Chercheuse invitée à l'University College de Londres, faculté de droit, Grande-Bretagne, 1990 (projet de recherche sur la médiation familiale).

Membre du Comité consultatif de rédaction de la Revue internationale des droits de l'enfant, Kluwer Law International, depuis 1998.

Exposés présentés à de nombreux colloques, réunions, conférences et ateliers internationaux.

Auteur de «Mariage et divorce en droit occidental de la famille» et de nombreux articles sur le droit de la famille et les questions de procréation publiés en Russie et à l'étranger.

Membre des organes ci-après

Société internationale de droit de la famille (membre du Conseil exécutif)

Association des avocats de Russie

Commission de l'Union russe des avocats sur le statut juridique de la famille

Sélection de conférences et d'exposés

Exposé au Séminaire du projet intitulé «Règlement juridique des relations familiales dans la Fédération de Russie au regard de la Convention de La Haye de 1980 sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants et la Convention de La Haye de 1996 relative à la protection des enfants» (Moscou, 12 avril 2011).

Legal issues of cross-border disputes between parents concerning the upbringing of their children, Conférence sur le droit international de la famille et les droits de l'enfant (Helsinki, 22 et 23 mars 2011).

Le droit russe de la famille et la Cour européenne des droits de l'homme, Conférence internationale du Bureau d'information du Conseil de l'Europe en collaboration avec l'Université humanitaire de la faculté de droit de Moscou et le Département des droits de l'homme de l'Institut d'administration et de droit intitulée «La Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales: Résultats et perspectives» (Moscou, 20 et 21 octobre 2010).

Russian Matrimonial Law − The British-Russian Law Association & Withers LLP, Séminaire sur le droit matrimonial en Angleterre et au pays de Galles et en Russie (17 juin 2010, Londres).

Faciliter l'adoption nationale − un point de vue russe − Conférence commune du Conseil de l'Europe et de la Commission européenne intitulée «Enjeux dans les procédures d'adoption en Europe: garantir l'intérêt supérieur de l'enfant» (30 novembre et 1er décembre 2009, Strasbourg, France).

Enlèvements transfrontaliers d'enfants/différends en matière de garde d'enfants − Réunion consulaire des ambassades européennes (Moscou, ambassade de la République tchèque, 21 avril 2009).

Les perspectives de la médiation familiale internationale en Russie – septième Conférence européenne sur le droit de la famille intitulée «La médiation familiale internationale» (Conseil de l'Europe, Strasbourg, 16 mars 2009).

Property, Maintenance, and Post-Soviet European Family Law – treizième Conférence mondiale de la Société internationale du droit de la famille «Family and Finances» (Vienne, 16-20 septembre 2008).

Russia and the Baltics: Overview of Recent Changes in Family Law – Conférence sur les pays baltiques, la Russie et la Suède, intitulée «Family, Marriage and Parenthood» (Stockholm, 11 et 12 septembre).

Post-Soviet European Family Law: Some Trends − Conférence interdisciplinaire intitulée «Gender, Family Responsibility and Legal Change» (Sussex Law School, Université du Sussex, Royaume-Uni, 10-12 juillet 2008).

Relations non matrimoniales dans les pays européens postsoviétiques: Vue d'ensemble de la réglementation juridique – Colloque intitulé «La séparation des couples non mariés» (Université de Lyon, France, 28 mars 2008).

Cadre juridique de l'adoption: Prendre d'abord en considération l'intérêt de l'enfant, Atelier international sur «Le cadre juridique de l'adoption internationale dans les pays membres du Conseil de l'Europe et la Fédération de Russie» organisé par le Département juridique de l'administration de la Douma d'État de l'Assemblée fédérale de la Fédération de Russie (Parlement de la Fédération de Russie) et le Conseil de l'Europe, Moscou, octobre 2006.

Family Law in the Former Soviet Union: More Differences or More in Common, Conférence internationale intitulée «Convergence and Divergence of Family Law in Europe», Amsterdam, Pays-Bas, septembre 2006.

Le Code russe de la famille et les questions juridiques relatives à la procréation assistée, Auditions parlementaires de la Douma d'État de la Fédération de Russie − Conférence intitulée «10 ans de Code de la famille de la Fédération de Russie», Moscou, 5 et 6 décembre 2005.

Child Protection by Means of Mandatory Interventions in Russian Family Law, 100 Years of Child Protection: a National and International Perspective, Amsterdam, Pays-Bas, novembre 2005.

Protection of Children's Rights and European Convention on Human Rights and Freedoms, Séminaire de «Memorial» et du European Human Rights Advocacy Centre (EHRAC), Moscou-Golitsyno, septembre 2005.

Allocation of Parental Rights and Responsibilities after Separation and Divorce under Russian Law, douzième Conférence de la Société internationale du droit de la famille

intitulée «Family Law – Balancing Interests and Pursuing Priorities», Utah (États-Unis d'Amérique), juillet 2005.

Russian Child Welfare Law, Fourth Annual Russian Law Educational Seminar of Russian American Rule of Law Consortium (RAROLC), Boston (États-Unis d'Amérique), mars 2005.

Publications

On trouvera à l'appendice la liste des publications du candidat.

Benyam Dawit Mezmur (Éthiopie)

Date et lieu de naissance: 22 mai 1980, Addis-Abeba (Éthiopie)

Langues de travail: Anglais, amharique

Situation/fonctions actuelles

Chargé de recherche, Centre communautaire de droit, projet sur les droits de l'enfant, et chargé de cours à mi-temps au niveau postuniversitaire à la faculté de droit de l'Université de Western Cape

Professeur adjoint (à temps partiel), Université d'Addis-Abeba (cours magistraux sur les droits de l'enfant, notamment)

Vice-Président (deuxième) du Comité africain d'experts sur les droits et le bien-être de l'enfant (également responsable du thème «La violence contre les enfants»), et consultant/conseiller spécial

Principales activités professionnelles

M. Mezmur enseigne à des étudiants de troisième cycle et supervise leurs travaux dans des domaines tels que les droits de l'enfant, les droits de l'homme et les droits des personnes handicapées; il est invité à donner des conférences sur des questions ayant trait aux droits de l'enfant dans plusieurs universités notamment l'Université de Pretoria, l'Université d'Anvers/Gand et l'Université de Tilburg; il mène de nombreuses activités universitaires telles que la réalisation de projets de recherche et a bénéficié de plusieurs bourses (Université d'Utrecht, Université de Groningen et Abo Akademi, notamment).

En sa qualité de deuxième Vice-Président du Comité africain, M. Mezmur travaille sur les rapports des États parties, les communications/plaintes individuelles, les observations générales et les missions d'enquête; il participe à la formation aux droits de l'enfant et aux campagnes en faveur des droits des enfants en collaboration avec des organisations de la société civile; etc.

M. Mezmur a participé/contribué aux mesures de réforme du droit et des politiques dans plusieurs pays; il a effectué des travaux de recherche, joué le rôle de conseiller et/ou de formateur sur des questions relatives aux droits de l'enfant pour des gouvernements et des organisations telles que l'UNICEF, la Représentante spéciale du Secrétaire général de l'ONU sur la violence à l'encontre des enfants, la Conférence de La Haye de droit international privé, l'African Child Policy Forum (ACPF), Plan International, Save the Children, l'Initiative pour les droits sexuels et World Vision.

Études

Doctorat en droit (LLD), Université de Western Cape (thèse sur les droits de l'enfant dans l'adoption internationale)

Maîtrise en droit (LLM) dans le domaine des droits de l'homme et de la démocratisation (CHR), Université de Pretoria; diplôme d'études supérieures dans le domaine de la protection internationale des droits de l'homme, Abo Akademi (Finlande)

Licence en droit (LLB), Université d'Addis-Abeba, et certificats en droit des personnes handicapées mentales (CEU, Budapest); droit du développement; droit pénal international et droit international humanitaire; droits économiques, sociaux et culturels; etc.

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel auquel postule le candidat

Si les principales activités professionnelles mentionnées ci-dessus intéressent directement le mandat de l'organe conventionnel concerné, M. Mezmur a également participé aux négociations en vue de l'élaboration et de l'adoption du troisième Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant; il participe (depuis 2007) à la rédaction de contributions soumises au Comité des droits de l'enfant lors de ses Journées de débat général; il a rédigé des observations adressées au Conseil des droits de l'homme et a participé à sa Journée des droits de l'enfant; il a fait partie d'un groupe de travail lors d'une manifestation tenue parallèlement à la session du Comité exécutif du HCR (2011). Il a été juriste (2003-2005) à l'African Child Policy Forum (ACPF) et est toujours chercheur associé de cette organisation. Il a également siégé dans des groupes d'experts/réunions/ Conseils/consultatifs/groupes de travail dans des domaines tels que la justice pour mineurs (ONUDC), les aspects financiers de l'adoption internationale (HCCH), les pratiques préjudiciables (Représentante spéciale du Secrétaire général de l'ONU sur la violence à l'encontre des enfants), le Way Forward project (CCAI), la violence contre les enfants (ACPF) et l'éducation. Il est membre de conseils d'organisations qui s'occupent des droits de l'enfant (notamment Beyond the Orphanage) et membre de l'African Network for the Prevention and Protection against Child Abuse and Neglect (ANPPCAN), de l'Africa Wide Movement for Children, etc. Il a en outre été invité en qualité de conférencier à de nombreux ateliers et conférences internationaux et régionaux.

Liste des publications les plus récentes du candidat dans ce domaine

M. Mezmur a publié plus de 50 études universitaires et publications/rapports, etc., destinés au grand public sur les droits de l'enfant ces sept dernières années, notamment:

1. «**Madonna, Mercy, Malawi, and international children's rights law in adoption**» (2012) 20 *International Journal of Children's Rights*;

2. «**Corporal punishment and the African Children's Charter**» (2012) (Save the Children);

3. «**"Listen to us": Arguing for child participation in NEPAD**» (2009) 17 *AJICL**;

4. «**The right to education in Africa: Taking stock**» (chapitre de l'ouvrage) (2009)*;

5. «**Children at both ends of the gun: Child soldiers in Africa**» (chapitre de l'ouvrage) (2008);

6. «**From Angelina (to Madonna) to Zoe's Ark: What are the 'A-Z' lessons for intercountry adoptions in Africa**» (2009) 23 *International Journal of Law, Policy and the Family*;

7. «**2 + 2 = 5? Exploring the domestication of the CRC in the South African courts (2002-2006)**» (2008) 16 *IJCR**.

* With J Sloth-Nielsen.

Yasmeen Muhamad Shariff (Malaisie)

Date et lieu de naissance: 13 août 1957 − Selangor (Malaisie)

Langues de travail: Anglais, malaisien, bonne connaissance du panjabi et de l'ourdou

Situation/fonctions actuelles

Avocate et juriste, Associée principale et gestionnaire des cabinets d'avocats Yasmeen Hajar & Hairudin; membre du Conseil du Barreau malaisien; membre du Conseil national consultatif sur les enfants; membre du Conseil national de coordination pour la protection des enfants; membre du Conseil national consultatif des femmes; membre du Comité des droits de l'homme du Conseil du barreau; membre exécutif du Conseil malaisien de protection de l'enfance.

Principales activités professionnelles

Gestion de cabinet juridique; entretien avec les clients, rédaction de documents de causes; avocate devant le tribunal et dans des litiges dans le domaine du droit de la famille (entretien, garde, tutelle, droit de visite) ainsi que dans d'autres domaines; aide aux activités d'ONG qui s'occupent des femmes et des enfants; activités de formation sur la Convention relative aux droits de l'enfant destinées aux ONG, étudiants, enseignants, écoles et aux agents publics; contribution à l'amélioration du système de justice pour mineurs par l'introduction de peines de substitution à la détention; organisation des centres d'aide juridique pour les enfants en conflit avec la loi détenus dans des prisons et des centres de détention provisoire; examen de la loi de 2001 sur les enfants, de la loi de 1996 sur la violence dans la famille, de la loi de 1976 portant modification de la loi sur le mariage et le divorce et d'autres lois qui sont discriminatoires pour les femmes et les enfants; travail de pression en faveur de la modification de certaines lois et de l'adoption de meilleures lois; activités générales de plaidoyer sur des questions relatives aux femmes et aux enfants; autonomisation des femmes et des enfants et défense des droits de l'enfant.

Études

Licence en droit (LLB) (Hons), Université de Buckingham, Royaume-Uni, 1985; maîtrise de droit comparé, Université islamique internationale de Malaisie, 1992; cours de médiation, Université de Floride (États-Unis d'Amérique) en 2000 et 2007; diplôme de troisième cycle en droit islamique (Islamic Banking & Finance) 2009; deux diplômes de troisième cycle en droit islamique; maîtrise dans le domaine des droits de l'enfant 2009-2010, huit modules achevés (en attendant la finalisation de la thèse).

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel auquel postule le candidat

Travail avec le Collectif des avocates de Malaisie: examen de la loi de 2000 sur les enfants; aide juridique aux enfants en conflit avec la loi et travail de pression en faveur de la modification du système de justice pour mineurs par l'introduction de solutions de substitution telles que la déjudiciarisation et la justice réparatrice dans le système actuel de justice pour mineurs; exposés sur des questions relatives aux enfants; sauver des enfants enlevés et assurer leur retour en toute sécurité. **Travail avec l'Association des avocates**: examen des lois discriminatoires pour les femmes et les enfants; lancement du processus judiciaire adapté aux enfants dans les tribunaux pour enfants; participation active à l'Action de collaboration visant à préparer les enfants aux procédures judiciaires; formation de bénévoles pour le Programme de protection des témoins vulnérables; travail de pression sur le Gouvernement pour faire sortir les mineurs de prison et les placer dans des foyers gérés

par l'État; présentation à différents groupes de documents sur les enfants et les droits de l'enfant; contribution à l'élaboration de la loi sur la violence dans la famille et travail de pression auprès du Gouvernement; présentation à des enfants de la Convention relative aux droits de l'enfant; formation sur la Convention relative aux droits de l'enfant destinée aux enfants (activité passée et en cours). **Travail avec le Conseil national de protection de l'enfance**: rendre les villes adaptées aux enfants et sûres et sensibiliser à la traite des enfants; promotion de la Convention relative aux droits de l'enfant; travail avec des enfants handicapés. **Travail avec la Société malaisienne d'aide à l'enfance**: fournir une aide financière et médicale mensuelle aux enfants. **Travail avec le Gouvernement malaisien**: conseiller le Gouvernement sur les politiques relatives aux enfants et contribuer au plan d'action pour les enfants.

Liste des publications les plus récentes du candidat dans ce domaine

Article sur l'enfant et la famille: une approche de droits de l'enfant; Manuel sur la mise en place d'un processus judiciaire adapté aux enfants; Commentaires sur l'article «A global Journal of Child Research − Special Issue: Childhood Rights in International Development»; Critique de l'ouvrage *Child's competence: Special reference to Education and Welfare*; Livret de formation intitulé «Les femmes et la loi, connaissez vos droits»; Manuel pour les conseillers judiciaires des tribunaux pour enfants; nombreux articles sur la violence dans la famille, le rôle de l'Unité de soutien à la famille en droit islamique, le rôle des avocats dans le droit islamique, les droits de l'enfant dans l'Islam et la garde des enfants en droit civil et dans la charia.

Wanderlino Nogueira Neto (Brésil)

Date et lieu de naissance: 21 mars 1945 − Salvador (Brésil)

Langue de travail: Espagnol

Situation/fonctions actuelles

- Membre du groupe thématique de suivi de la Convention relative aux droits de l'enfant − Section brésilienne du réseau «Défense des enfants − International» − DNI/DCI (Association nationale des centres de défense des enfants et des adolescents − ANCED) − São Paulo (Brésil) (ONG)
- Conseiller spécial auprès de plusieurs entités et organismes publics

Principales activités professionnelles

- Procureur (à la retraite) du ministère public de l'État de Bahia (Brésil)
- Procureur général de l'État de Bahia
- Directeur général de la Cour de justice de l'État de Bahia
- Secrétaire général du ministère public de l'État de Bahia
- Secrétaire de la Corregedoria Geral da Justiça de l'État de Bahia
- Conseiller juridique du Président du Tribunal de justice de l'État de Bahia
- Professeur de droit international public à l'Université fédérale de Bahia
- Procureur de la Chambre civile du Tribunal de justice de Bahia
- Procureur du Premier Tribunal populaire de la Comarca de Salvador (Bahia)
- Procureur de la Cour des comptes des finances publiques de la Comarca de Salvador (Bahia)
- Procureur des tribunaux uniques des Cornarcas de Rio de Contas, Caravelas, Serrinha et Cachoeira (Bahia)

Études

- Baccalauréat en droit − Université fédérale de Bahia
- Maîtrise de droit commercial − Université fédérale de Bahia
- Diplôme de troisième cycle en droit des mineurs − Université de Maccerata − Marche (Italie)
- Stage au Centre d'études et de formation pour la protection judiciaire de la jeunesse (PJJ, Ministère de la justice) − Vaucresson, Paris I (France)

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel auquel postule le candidat

- Secrétaire national du Forum de défense des enfants et des adolescents (Forum DCA) − Brasilia − 1993
- Conseiller spécial auprès des Bureaux du Représentant de l'UNICEF au Brésil, au Cap-Vert, en Angola et au Paraguay − Brasilia, Praia, Luanda et Asunción − 1996/1999

- Consultant auprès de l'UNESCO (Brésil) dans le domaine des droits de l'homme − Brasilia
- Membre de la délégation de la Coalition de la société civile du Brésil auprès du Comité des droits de l'enfant (Haut-Commissariat aux droits de l'homme − ONU), qui a élaboré et a présenté au Comité à Genève en juin 2004 le rapport parallèle pour 2004
- Coordonnateur des 19 séminaires sur la justice pour mineurs organisés dans tout le pays par l'Association brésilienne des juges, des procureurs et des défenseurs publics des enfants et des jeunes (ABMP) pour débattre de la prise en charge socioéducative des adolescents en conflit avec la loi dans le cadre des droits de l'homme et du Système national de prise en charge socioéducative (SINASE) 2008/2009

Liste des publications les plus récentes du candidat dans ce domaine

1. Direitos Humanos Geracionais. 2004. SEDH-CEDA/CEARÁ. Fortaleza

2. Guia Metodológico para Implementação de Conselhos Tutelares. 2003. SEDH-CEDA/CEARÁ. Fortaleza

3. Ciranda dos Direitos. 2002. SEDH-CEDA/CEARÁ. Fortaleza

4. Guia Estratégico para elaboração de Planos de Erradicação de Trabalho Infantil. 2007. OIT e Fórum PETI. Brasília

5. Sistema de Garantia de Direitos. Revista Serviço Social e Sociedade. Vol. 83. 2006. São Paulo. Cortes

6. Sistema de Garantia de Direitos. 1999. Banco Interamericano de Desenvolvimento-BIRD & CENDHEC/PE. Recife

7. O novo Ministério Público na Constituição de 1988. Empresa Gráfica da Bahia e UNBA. 1987. Salvador

8. Conselho paritários deliberativos numa visão gramsciana do Estado. 1989. PUC-RS. Porto Alegre

Maria Rita Parsi (Italie)

Date et lieu de naissance: 5 août 1947

Langues de travail: Anglais, espagnol

Situation/fonctions actuelles

- Psychopédagogue
- Psychothérapeute
- Professeur et doyenne d'université
- Experte près les tribunaux
- Auteur de livres pour adultes et enfants

Principales activités professionnelles

- Créatrice, enseignante et thérapeute de la méthodologie psychologique de «Psychoanimation»
- Doyenne de la faculté de psychologie de l'Université en ligne e-Campus (depuis 2011)
- Présidente de l'Observatoire permanent de la famille de la Région du Latium (depuis 2011)
- Inscrite au registre des experts au tribunal civil de Rome
- Journaliste
- Psychologue et psychothérapeute professionnelle (depuis 1990)

Expérience professionnelle

- Supervision analytique jungienne sous la direction du professeur Francesca Abbele Morino (1992-2009)
- Supervision analytique et analyse néo-freudienne sous la direction du professeur Fabrizio Di Giulio (1989-1992)
- Cours de sexologie endocrinienne du professeur Jole Baldaro Verde (1988-1989)
- Institut Riza de médecine psychosomatique: formation de psychothérapeute orientée sur la psychosomatique (1980-1984)
- Cours de formation à l'hôpital («Scuola Medica Ospedaliera») organisé à Rome par la Région du Latium, 1980-1982
- Cours de spécialisation en psychothérapie dynamique et analyse bioénergétique

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel auquel postule le candidat

- Auteur de documentaires (domaine: contexte psychopathologique de l'enfant et des familles)
- Thérapeute expert dans le domaine de la pédophilie et professeur de thérapie
- Professeur − Maître de conférences en psychologie du développement et de l'éducation

- Professeur − Maître de conférences en psychologie de l'adolescent − Département de pédiatrie de l'Université de Florence (Italie)
- Professeur d'investigation psychologique et psychopathologique du comportement criminel, Université de Crotone (Italie)
- Professeur − Maître de conférences en communication interpersonnelle à l'Université de Rome (Rome 3)
- Auteur de littérature de jeunesse
- Professeur – Maître de conférences en pédiatrie générale et spécialisée en soins intensifs de néonatalogie (Département de pédiatrie de l'Université de Florence (Italie))
- Professeur − Maître de conférences en littérature de jeunesse, Université de Calabre (Italie)

Liste des publications les plus récentes du candidat dans ce domaine

- «Cahiers de la petite fille» (Mondadori, 1990)
- «Ne touchez pas aux enfants» (Mondadori, 1998)
- «Le cœur du monstre» (Mondadori, 2002)
- «L'esprit créatif»: Animation des modèles anima-humanistes de la psychothérapie − avec Francesca Morino Abbele (Franco Angeli, 2006)
- «L'ingrat − Le syndrome du ressentiment chez les personnes qui sont aidées» (Mondadori, février 2011)

Awich Pollar (Ouganda)

Date et lieu de naissance: 8 octobre 1970 − Ouganda

Langue de travail: Anglais

Situation/fonctions actuelles

- Membre du Comité des droits de l'enfant (Genève)
- Coordonnateur/expert, rédaction d'une Observation générale sur le droit qu'a l'enfant de jouer (Comité des droits de l'enfant)
- Membre de l'équipe d'experts chargée de rédiger les règles de procédure de la procédure de plainte en vertu du troisième Protocole facultatif (Comité des droits de l'enfant)
- Membre de la science mondiale pour la paix
- Membre des Professionnels de l'Afrique de l'Est pour les droits de l'enfant
- Membre du groupe de contact qui assure la liaison entre les experts du Comité des droits de l'enfant et le Comité africain d'experts sur les droits et le bien-être de l'enfant
- Conseiller juridique auprès du Gouvernement en matière de droits de l'enfant

Principales activités professionnelles

- Pratique du droit, défense des droits des enfants et des familles
- Donne des conseils juridiques au Gouvernement
- Traitement d'affaires dans le domaine de la justice pour mineurs
- Directeur d'une organisation de la société civile qui s'occupe des droits de l'enfant (ANPPACN)
- Conférences dans des universités dans le domaine des droits de l'enfant

Études

- Licence en droit − Université de Makerere − 1999
- Certificat en procédures juridiques parlementaires et rédaction juridique
- Diplôme de conseils en matière de VIH/sida
- A quitté l'école pour devenir enfant soldat puis a été réinséré grâce à l'école primaire et secondaire et l'université où il a obtenu une licence de droit

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel auquel postule le candidat

- Directeur du Réseau africain pour la prévention de la maltraitance et de la négligence et la protection des enfants (ANPPCAN)
- Travaux de recherche avec d'autres ONG qui s'occupent des droits de l'enfant
- Aide à la réinsertion des enfants rescapés qui ont été enlevés par les rebelles de l'Armée de résistance du Seigneur (LRA)

- En tant qu'ancien enfant soldat, fait campagne contre l'implication d'enfants dans les conflits armés
- Propose des conférenciers/formateurs sur les droits de l'enfant aux établissements d'enseignement supérieur
- Formation de conseillers pour les enfants traumatisés
- Campagne en faveur du respect du Protocole facultatif concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés
- Interlocuteur principal d'organisations de défense des droits de l'enfant aux Pays-Bas, en Allemagne et en Autriche
- A participé activement à l'étude des Nations Unies sur la violence contre les enfants à Johannesburg, en Afrique de l'Est et en Afrique australe

Liste des publications les plus récentes du candidat dans ce domaine

- A critique on the juvenile justice system in Uganda
- Defilement as a form of abuse against children in Africa. Conflict of norms and culture with municipal and international laws
- A simplified guide to the convention to the rights of a child
- The human rights of prisoners − special look at children in conflict with the law

Edward Bandawe Twea (Malawi)

Date et lieu de naissance: 9 avril 1956 − Nkhata Bay (Malawi)

Langue de travail: Anglais

Situation/fonctions actuelles

Juge d'appel, Cour suprême d'appel du Malawi

Président: Conseil des visiteurs

Président: Forum national sur la justice pour mineurs

Principales activités professionnelles

Je statue sur des affaires civiles, pénales et constitutionnelles en appel en qualité de membre de la Cour d'appel finale. Je confirme toutes les décisions rendues par les tribunaux au sujet des enfants. Je participe activement à la formation à la justice pour mineurs dans les secteurs public et privé, notamment dans des ONG. J'ai également présidé le Groupe de travail spécial sur la révision de la Constitution en ce qui concerne les droits de l'enfant.

Études

- Licence de droit (LLB) Université du Malawi
- Maîtrise de droit (LLM) Université de Hull (Royaume-Uni)
- Certificats: Administration judiciaire: (RIPA) (Royaume-Uni)

  Formateur judiciaire avancé: Commonwealth Judicial Education Institute, Halifax (Canada) et droit comparé: International Development Law Institute, Rome

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel auquel postule le candidat

Conférencier régulier à la Conférence annuelle de droit de la famille (Le Cap (Afrique du Sud)). J'ai participé à l'orientation de la justice pour enfants au Rwanda sous les auspices de l'American Bar Association (Division de l'Afrique) et au Népal sous les auspices de l'Agence danoise pour le développement international. Dans le cadre du Forum national sur la justice pour enfants, nous continuons à améliorer la justice pour enfants et les systèmes de protection au Malawi en introduisant des services adaptés aux enfants. Je participe également à l'examen par les ONG des observations finales du Comité des droits de l'enfant.

Documents présentés

- The Role of Courts in Promoting good Practice in International Adoptions, février 2012
- Emerging Family law issues (in Malawi) and how they will impact on children: mars 2009, Le Cap (Afrique du Sud)
- Child Rights and Their Importance: juin 2012

Kamla Devi Varmah (Maurice)

Date et lieu de naissance: 14 mars 1960 − Maurice

Langues de travail: Anglais et français

Situation/fonctions actuelles

Avocat (licence en droit)

Conseiller juridique à temps partiel pour le Conseil municipal de Curepipe, la State Trading Corporation (organisme paraétatique qui travaille dans le domaine du commerce) et la Mauritius Telecom Ltd (Société nationale de télécommunications)

Membre de la Cour d'appel chargée de l'environnement

Membre du Comité des droits de l'homme au sein du Conseil mauricien des services sociaux (MACOSS)

Membre du Comité des droits de l'enfant de l'ONU depuis 2009

Vice-Président du Comité des droits de l'enfant depuis mai 2011

Principales activités professionnelles

- En qualité d'avocat, traite des affaires au niveau de la Cour suprême et d'autres juridictions inférieures à Maurice
- Siège en qualité de membre à la Cour d'appel chargée de l'environnement lors de ses sessions

Études

Licence de droit (LLB) − Université de Maurice

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel auquel postule le candidat

- En septembre 2006, a participé à la Conférence internationale sur la prévention et la répression de la traite des femmes et des enfants à des fins d'exploitation sexuelle tenue à New Delhi (Inde)
- En novembre 2008, a participé au Troisième Congrès mondial de l'ECPAT (End Child Prostitution and Trafficking) tenu au Brésil
- Membre du Comité des droits de l'homme au sein du Conseil mauricien des services sociaux (MACOSS), ONG qui se consacre aux services sociaux et au développement social durable

Liste des publications les plus récentes du candidat dans ce domaine

Une version adaptée aux enfants des différents articles de la Convention relative aux droits de l'enfant pour le Conseil national des enfants (en français).

Renate Winter (Autriche)

Date et lieu de naissance: 8 mars 1944, Vienne (Autriche)

Langues de travail: Anglais, français, espagnol, allemand, néerlandais

Situation/fonctions actuelles

Membre de la Chambre d'appel du Tribunal spécial pour la Sierra Leone (nommée par le Secrétaire général des Nations Unies en juin 2002). Présidente du Tribunal spécial pour la Sierra Leone de 2008 à 2010

Principales activités professionnelles

Depuis juin 2002, juge à la Chambre d'appel du Tribunal spécial pour la Sierra Leone

2000-2002	Juge international dans le cadre de la Mission des Nations Unies au Kosovo (MINUK) à la Cour régionale de district de Mitrovica et juge à la Cour suprême du Kosovo
1996-2000	Centre des Nations Unies pour la prévention internationale du crime (Vienne), experte consultante sur la mise en œuvre de la Convention relative aux droits de l'enfant dans quatre continents
1981-1996	Juge au Tribunal pour mineurs de Vienne

Études

La candidate est titulaire d'un diplôme de droit et d'une maîtrise en interprétation de l'Université de Vienne.

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel auquel postule le candidat

Tout au long de sa carrière, la juge Winter a œuvré en faveur d'une justice pour mineurs adaptée aux enfants et de la protection des enfants. Elle a travaillé à la mise en œuvre de la Convention relative aux droits de l'enfant avec des États parties de différentes cultures juridiques.

En tant que juge international dans une région sortant d'un conflit, la juge Winter a acquis une expérience sur le terrain pour s'attaquer aux problèmes relatifs à la protection des femmes et des enfants, y compris la réadaptation et la réinsertion des enfants touchés par les conflits armés.

Renate Winter a contribué à plusieurs projets de lois types et manuels des Nations Unies dans le domaine de la justice pour mineurs. Elle a une longue expérience dans les domaines de la prévention de la maltraitance des enfants et de la protection des enfants contre la criminalité organisée, notamment la traite.

- Membre fondateur de l'Institut international des droits de l'enfant (IDE)
- A participé à la rédaction du projet de loi type sur la justice pour mineurs, du Manuel des Nations Unies sur la justice pour mineurs et de la loi type sur la protection des enfants victimes et des enfants témoins
- Rapporteur du Conseil de l'Europe sur la médiation familiale
- Présidente du Comité scientifique pour les études de mastère européen en médiation

- Expérience sur le terrain dans plusieurs régions dans des projets concernant la justice pour mineurs

Liste des publications les plus récentes du candidat dans ce domaine

- Children as victims and witnesses − a question of law and of rights, 2009
- Les droits de l'Enfant: 12 récits pour ne pas s'endormir, 2004
- Bringing medical evidence of torture to international tribunals, in: Shedding light on a dark practice, 2009
- Der Special Court for Sierra Leone. Ein Erfahrungsbericht, in: Vom Recht der Macht zur Macht des Rechts, 2006

Hariguietta Congo/Zongo (Burkina Faso)

Date et lieu de naissance: 17 septembre 1961 à Tanghin-Dassouri (Burkina Faso)

Langue de travail: Français

Situation/fonctions actuelles

Administratrice des affaires sociales

Secrétaire permanente du Conseil national pour la survie, la protection et le développement de l'enfant

Formatrice sur les droits de l'enfant et la lutte contre la traite des enfants

Consultante indépendante en droit de l'enfant

Principales activités professionnelles

- Organisation des sessions du Conseil national pour la survie, la protection et le développement de l'enfant
- Centralisation et diffusion des informations sur la situation des enfants
- Élaboration de programmes et de rapports annuels d'activités et de suivi de la mise en œuvre du plan d'action national pour l'enfance 2010-2012
- Organisation de rencontres de concertation avec les acteurs œuvrant en faveur de la promotion et la protection des enfants
- Élaboration des rapports de suivi de la mise en œuvre des conventions sur les droits de l'enfant ratifiées par le Burkina Faso
- Organisation et réalisation de formations et conférences sur les droits de l'enfant

Études

1999-2002	Collège coopératif Alpes Méditerranée − France; diplôme obtenu: diplôme supérieur en travail social international
1981-1984	Université d'Abidjan: Institut de formation sociale; diplôme obtenu: diplôme d'État des assistants sociaux (D.E.A.S)
1981	Baccalauréat série D

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel auquel postule le candidat

- Élaboration des rapports du plan d'action «Un monde digne des enfants» et de la position commune africaine «Une Afrique digne des enfants»
- Organisation d'ateliers de restitution des rapports sur la mise en œuvre de la Convention relative aux droits de l'enfant ainsi que des recommandations du Comité des droits de l'enfant
- Préparation et participation aux présentations des rapports périodiques auprès du Comité des droits de l'enfant
- Élaboration des réponses complémentaires demandées par le Comité des droits de l'enfant

- Coordination de l'élaboration des rapports de suivi des protocoles facultatifs. Élaboration et diffusion de supports sur les droits de l'enfant en français et dans les langues nationales
- Participation à l'élaboration de la politique de la CEDEAO sur le développement de l'enfant

Liste des publications les plus récentes du candidat dans ce domaine

- Curriculum de formation sur la lutte contre la traite et les autres pires formes de travail des enfants (avec deux autres formateurs) en 2006
- Élaboration d'un guide méthodologique pour l'introduction des droits de l'enfant dans les programmes de la coopération allemande en 2010
- Réalisation d'une étude sur les enjeux de la planification et de la budgétisation pour le bien-être de l'enfant au Burkina Faso: analyse des progrès, des principaux résultats obtenus et des contraintes dans la mise en œuvre des droits de l'enfant, en juin 2010

Appendice

[English only]

Additional information on publications of candidates

Peter Guran (Slovakia)

Books

- Guráň, P. – Filadelfiová, J.: People, Life and the Family. YFSF. Bratislava, l995 (Slovak/English)
- Guráň, P. – Filadelfiová, J., - Ritomský, A.: Atlas of Communities in Slovakia according the Family and Demographic Characteristics. Bratislava International Centre for Family Studies, Bratislava, l997 (Slovak/English)
- Filadelfiová, J. – Guráň, P.: Demographic Trends and Family in European Postcommunistic countries. Bratislava International Centre for Family Studies. Bratislava, l997 (Slovak/English)
- Filadelfiová, J. – Guráň, P.: (ed): Rodina a dedina. Esprima. Bratislava, l998 (Slovak)
- Guráň, P. – Šebová, N.: Intercountry Adoptions. Experiences and knowledge gained from intercountry adoptions of children from Slovakia to other countries. Slovak National Centre for Human Rights. 2007 (Slovak/English)
- Guráň, P. – Rusňáková, E.: Children of foreigners living in Slovakia. Slovak National Centre for Human Rights. 2007 (Slovak)
- Guráň, P. (ed): Report on the current state of observance of children's rights in the Slovak Republic. Slovak National Centre for Human Rights. Bratislava 2009 (Slovak/English)
- International adoption in the European Union, European Parliament, Policy Department C, Brussels, 2009

Chapters in Books

1. Divorces as a Social Problem. In: Aktuálne problémy sociológie rodiny. Veda. Bratislava, l988 (Slovak)

2. Territorial Differentiation of Divorce Rates in Slovakia. In: Sňatečnost a rodina (Z. Pavlík) Akademie. Praha, l992 (Czech)

3. Contemporary Family – Problems and Paradoxes, Elderly People (2 Chapters). In: The UN and the Family. Bratislava International Centre for family studies. Bratislava, l995 (Slovak/English)

4. Familie und Lebensverhältnisse in der Slowakei. In.: Lebensverhältnisse in Osteuropa (W. Glatzer (Hg)) Campus Verlag. Frankfurt/New York, l996 (German)

5. Demografický vývoj (Demographic Developmnet). In.: Slovensko l996. M. Bútora (ed.) IVO, Bratislava l997 (Slovak/English)

6. Obyvateľstvo a rodina (Population and Family), In: Slovensko l997. M. Bútora – T. Skladony (ed.) IVO. Bratislava, l998 (Slovak)

7. Vidiecka rodina 90. rokov: Hodnoty a stratégie. (Country Family in the 90´s), In: Vieme čo odmietame, vieme čo chceme? I. Radičová (ed.) S.P.A.C.E. Bratislava, l997 (Slovak)

8. Guráň, P. – Poláková, A.: Ľudské práva (Human Rights). In.: Slovensko 2006. Súhrnná správa o spoločnosti. Bútora. M. - Kollár, M. – Mesežnikov, G. (ed.) IVO. Bratislava, 2007 (Slovak)

9. Guidelines on Post-adoption services. ChildONEurope. Firenze, 2007 (English, Italian, Spain, French)

Olga A. Khazova (Russian Federation)

Book

Marriage and Divorce in Western Family Law. Comparative and Legal Analysis (in Russian). Moscow. Nauka. 1988. – 171 P

The Art of Legal Writing. M.:YURAIT, 2011

Articles and chapters in books

1. Post-Soviet European Family Law: the Main Novels of Marriage and Divorce Legislation // State and Law. 2011. No. 4. P. 31-41

2. Russian Family Law and European Court on Human Rights // European Convention on Human Rights and Freedoms: Results and Perspectives: Proceedings of the International Conference, 20-21 October 2010. M.: Publishing House of Moscow Humanitarian University, 2010. P. 198-203

3. International Child Abduction: Legal Issues // 'Zakon', 2010, № 1; (in Russian)

4. Parental Custody in Family Law of Western Countries // 'Zakon', 2010, № 2; (in Russian)

5. Family Law on Post-Soviet European Territory: A Comparative Overview of Some Recent Trends // Electronic Journal of Comparative Law. Vol. 14.1, May 2010 <http:// www.ejcl.org/141/art141-3.pdf> (1,3 п.л.)

6. Property, Maintenance, and Post-Soviet European Family Law // International Family Law (E. Walsh ed.) 2009. No. 3. P. 160-164

7. Spousal Property Relations and Post-Soviet Family Law // International Law and Protection of Women's Rights. 30th Anniversary of the UN Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women: Past, Present and Future (Proceedings of the Round Table of the Institute of State and Law, RAS, 5 June 2009) / ed. S.V. Polenina. M.; IGP RAS, 2009

8. Rodinné právo v bývalém Sovětském svazu: více odlišností nebo více společného? // Právník. Teoretický časopis pro otázky státu a práva. 2009. No. 8. P. 846-865 (translation into Czech of 'Family Law in the Former Soviet Union: More differences or more in common?' // Convergence and Divergence of Family Law in Europe. / ed. by M. Antokolskaia. Publischer Intersentia, Antwerp-Oxford, 2007. P. 97-117 (an updated version)

9. Prospects of International Family Mediation in Russia / 7th European Conference on Family Law "International Family Mediation", Council of Europe, Strasbourg 16 March <http://www.coe.int/t/dghl/standardsetting/family/7th%20Conference_en_files/CONF-FL-SP_2009_%205%20-%20Ms%20Olga%20Khazova's%20speech.pdf>

10. Making National Adoption Easier – the View from Russia / Joint Council of Europe and the European Commission Conference on "Challenges in Adoption Procedures in Europe: Ensuring the best Interests of the Child". Council of Europe, Strasbourg, 30 November – 1 December 2009 <http://www.coe.int/t/dghl/standardsetting/family/Adoption %20conference/Presentation%20Olga%20KHAZOVA.pdf>

11. Some Issues of Spousal Alimony / Collection of Works of the Institute of State and Law. Issue No. 2 "Family and Children" (ed. A.M. Nechaeva. M.: Institute of State and Law. 2008. P. 149-168

12. Problems of Child Maintenance. Moscow Project // M.: OOO “Nort Media”, 2008. – 160 p. (in co-authorship) (in Russian)

13. Comments to the Civil Code of Russian Federation, Part One, Two and Three / Ed. by T.E. Abova, M.M. Boguslavsky and A.G. Lisitsyn-Svetlanov. M.: Yuright-Izdat. 2008 (in co-authorship) (in Russian)

14. Проблема алиментов на детей. Московский проект. // М.: ООО «Норт Медиа», 2008 – 160 с. (в соавторстве)

15. Protection of an Individual against Discrimination: program curriculum // [authors-compilers: N.V. Varlamova et al.] M.: New Justice, 2008 (in co-authorship) (in Russian)

16. Family Law in the Former Soviet Union: More differences or more in common? // Convergence and Divergence of Family Law in Europe. / ed. by M. Antokolskaia. Publischer Intersentia, Antwerp-Oxford, 2007. P. 97-117 (1,2 п.л.)

17. Parental Rights and Responsibilities after Separation or Divorce in Russian Family Law // Balancing Interests and Pursuing Priorities» / ed. by L.D. Wardle and C.S. Williams. Buffalo, N.Y, 2007. P. 672-679

18. Gender Discrimination // Protection of an Individual against Discrimination (in three volumes): a reader. Vol. 3. M.: New Justice, 2006. P. 207-218 (in co-authorship) (in Russian)

19. Sexual Discrimination // Protection of an Individual against Discrimination (in three volumes): a reader. Vol. 3. M.: New Justice, 2006. P. 293-299 (in co-authorship) (in Russian)

20. The Legal Profession in Russia - in: ’Crossroads. White & Case in Russia: 1991-2005’ / Ed. by M. Mahan. Moscow, 2006. Pp. 139-144

21. A Man and His Time: Life and Work of Avgust Rubanov /Ed. by O. Khazova. Moscow: Wolters Kluwer, 2006. – 457 P. (in Russian)

22. At the Institute of State and Law of the RAS – in: ’A Man and His Time: Life and Work of Avgust Rubanov’ / ed. O. Khazova. Moscow: Wolters Kluwer, 2006, Pp. 209-225 (in Russian)

23. Spousal Support after Divorce under American Family Law: An Attempt to Contribute to the Alimony Debate / Liber Memorialis Petar Šarčević: Universalism, Tradition and the Individual / ed. J. Erauw, V. Tomljenović, P. Volken. Müunchen: Sellier. European Law Publishers, 2006. Pp. 289-304

24. Comments to the Civil Code of Russian Federation, Parts One, Two, and Three. /Ed. by T.E. Abova, M.M. Boguslavskyi et all). M.: Yuright, 2005 (in co-authorship) (in Russian)

25. Intercountry Adoption in Russia: Though A Large Amount Of Law, Still A Lot Of Uncertainty // The International Survey of Family Law. 2005 Edition / ed. A.Bainham. Bristol: Jordan Publishing Ltd., 2005. P. 433-461

26. To the Question of the Institute of Spousal Alimony in Russian Law / Forging a Common Legal Destiny: Liber Amicorum in honour of William E. Butler / ed. N. Iu. Erpyleva, M. E. Gashi-Butler, J.T. Henderson (Wildey, Simmonds & Hill Publishers) 2005. C. 264-277

27. Allocation of Parental Rights and Responsibilities after Separation and Divorce under Russian Law // 39 The Family Law Quarterly. 2005, Summer issue, No. 2. P. 374-391

28. Intercountry Adoption in Russia: Though A Large Amount Of Law, Still A Lot Of Uncertainty // The International Survey of Family Law. 2005 Edition / ed. A.Bainham. Bristol: Jordan Publishing Ltd., 2005. P. 433-461

29. Equality within the Family: A View from Russia // Family Life and Human Rights. Papers presented at the 11th World Conference of the ISFL / ed. P. Lødrup and E. Modvar. Oslo (Gyldendal Akademisk Forlag) 2004, pp.337-346

30. Comments to the Civil Code of Russian Federation, Parts One. / ed. T.E. Abova and A.Y. Kabalkin). M.: Yuright-izdat, 2004 (in co-authorship) (in Russian)

31. L'Adoption Internationale en Russie // 4 La Revue Internationale de Droit Compare (in French) 2003. Pp. 861-880

32. Legal Issues in ART and Embryo Transfer / 'Assisted Reproductive Technologies and Infertility Treatment' (2nd ed.) /Ed. by V.I. Kulakov and B.V. Leonov. M. 2004 (in Russian)

33. Legal Aspects of Application of Assisted Reproduction Methods in Russia – in: 'Problems of Medical Law' / ed. O. Dubovik. M. 2003 (in Russian)

34. Standards of the European Council in the Field of Human Rights as Applied to RF Constitution /Ed. by N.V. Varlamova and T.A. Vasiljeva. M. Institute of Law and Public Policy. 2002 (in co-authorship) (in Russian)

35. Genetics and Artificial Procreation in Russia – in: 'Biomedicine, the Family and Human Rights' / ed. M.-T. Meulders-Klein, R. Deech, and P. Vlaadingebroek. Kluwer Law International, The Hague, 2002. Pp. 377-391

36. Problems of Gender Equality and Reproductive Rights of the Spouses at <www.owl.ru/syostri/gender3.htm> (in Russian)

37. Comments to the Civil Code of Russian Federation, Part One. /Ed. by T.E. Abova and A.Y. Kabalkin. M.: Yuright: Pravo i Zakon. 2002 (in co-authorship) (in Russian)

38. Five Years of the Russian Family Code: The First Results. – 'The International Survey of Family Law. 2002 Edition' / ed. A.Bainham. Jordan Publishing Limited. 2002. P. 347-355

39. Artificial Conception and Access to Assisted Reproductive Technology: Formulation of a Problem // 'The Law. Freedom. Individual' Collection of Articles / ed. G.B.Romanovskyi. Arkhangelsk. Pomorskyi State Univ-ty, 2001. Pp. 127-135 (in Russian)

40. Maternity, Paternity, Filiation, Legal Succession - in: 'Law Encyclopedia' /Ed. by Academician B.N. Topornin. M. Jurist. 2001 (in Russian)

41. Gender Examination of Family Legislation - in: 'Gender Examination of Russian Legislation' /Ed. by L.N. Zavadskaya. Moscow: BEK, 2001. P. 89-134, (in Russian)

42. Reproductive Rights in Russia: the Limits of Legal Regulation - 4(33)/1(34) 'The East European Constitutional Review' 2000/01. P. 15-24 (in Russian)

43. Three Years after the Adoption of the New Russian Family Code – 'The International Survey of Family Law. 2000 Edition'. Bristol: Jordan Publishing Ltd., 2000, Pp. 323-328

44. Commentaries to the Family Code of Russian Federation (2nd revised ed.) /Ed. by I.M. Kuznetsova. Moscow. Jurist. 2000 (co-authorship) (in Russian)

45. The New Codification of Russian Family Law // The Changing Family. Family Forms and Family Law / ed. J. Eekelaar and T. Nhlapo. Hart Publishing, Oxford (UK), 1998. Pp. 73-83

46. Russia: The New Family Code // The International Survey of Family Law. 1996. Martinus Nijhoff Publishers. The Hague, 1998. P. 371-381

47. Filiation Law: Paternity (in Russian) // 'Zakon'. Moscow. 1997. No. 11 (in Russian)

48. Russian Filiation Law // 'Genetic Fingerprints: Scientific Truth and Filiation Law. International Comparison: studies on the socio-economic impact of biotechnology'. European Commission. Brussels. 1996

49. Russia: Before Radical Reform of Family Law – 'The International Survey of Family Law. 1994.' Martinus Nijhoff Publishers. The Hague, 1996

50. The UN Convention on The Rights of the Child and Russian Family Law // 'Children's Rights: A Comparative Perspective' / ed. M.D.A. Freeman. Aldershot: Dartmouth. 1996

51. Family Code of Russia. Commentaries. / ed. I.M. Kuznetsova. Moscow. BEK. 1996 (in co-authorship) (in Russian)

52. Civil Code of Russia. Part I. Commentaries. Moscow: BEK, 1996 (in co-authorship) (in Russian)

53. Family Court and Family Mediation in "Common Law" Countries // 'Family Law of Russia: Problems of Development' / ed. O.B. Oskolkova. Moscow: INION, 1996 (in Russian)

54. Marriage Contract – 'Social Protection' No.5, (in Russian), Moscow. 1996

55. Marriage Contract: West Countries Experience // 11 'Business and the Law' 1995 (in Russian)

56. Commonwealth of Independent States: Family Law in the Former Soviet Republics: A Year without the Union – 16 Annual Survey of Family Law 1992 // 32 University Louisville Journal of Family Law No. 2. P. 445-454 (1993-94)

57. Russia: The Existing Law and Some Prospects // 'The Journal of Family Law. Annual Survey'. 1991. Vol. 15

58. USSR: Recent Developments in Divorce and Its Consequences // 'The Journal of Family Law. Annual Survey'. 1990. Vol. 14

59. USSR: Some Problems of Soviet Family Law // 'The Journal of Family Law. Annual Survey' 1989. Vol. 13

60. Legal Relationships Between the Spouses. Trends in the Development of Bourgeois Family Law // 'The Soviet State and Law' No. 10, Moscow. 1983 (in Russian)

61. Marriage and Divorce in English Law, synopsis of Ph.D. dissertation. Moscow, 1982 (in Russian)

62. Discussion of the Problems of Bourgeois Civil and Trade Law // 12 'The Soviet State and Law' 1982 (in Russian)

63. Discussion of the Problems of Comparative Law // 7 'The Soviet State and Law' 1981 (in Russian)

64. Evolution of English Divorce Legislation // 'Social Development and the Law' Moscow: IGPAN USSR, 1980 (in Russian)

65. Divorce Legislation in the Capitalist Countries // 12 'The Soviet State and Law' 1979 (in Russian)

66. Referendum on Divorce in Italy (Political and Legal Issues) // in: 'Electoral Systems and Parties in the Bourgeois State'. Moscow: IGPAN USSR, 1978 (in Russian)

67. Comparative Law // 4 'Social Sciences and Contemporary World.' 1978 (in Russian)

Book Reviews

68. Book Review: *Family Finances* / B. Verschraegen (ed.). Vienna: 2009, Jan Sramek Verlag KG.) – 816 p. // State and Law. 2010. № 11. С. 126-128 (0,8 п.л.) (in Russian)

Translations

69. *Civil Code of Quebec* (translation into Russian). Moscow. Statut. 1999 (co-authorship)

70. *Uniform Commercial Code* (translation into Russian). Moscow. International Center for Financial and Economic Development. 1996 (co-authorship)

In print

The Child's Right to Contact with Both Parents in the Light of UN Convention on the Rights of the Child and European Convention on Protection of Human Rights and Freedoms // Proceedings of the International Conference "Family Law at the Turn of XX-XXI Centuries", organized by the Law Faculty of Kazan University (Kazan, 18 December 2011) – to be published in 2011

Marriage and Divorce in Russia and the Baltics: Overview of Recent Changes – for the Conference Book Stockholm / (eds. Helene Carlbäck, Yulia Gradskova and Zhanna Kravchenko, 'Family, Marriage and Parenthood in Russia and Eastern Europe' (working title) – to be published in 2011